

## De notre presse

*La célébration de la journée internationale de la presse, le 3 mai de chaque année, est de date récente en Mauritanie, la liberté d'expression n'étant accordée aux citoyens de ce pays que depuis 1991 et encore. N'empêche, une pléthore de journaux et d'associations de presse ont pris l'habitude de « célébrer l'événement », comme on dit. Le temps d'une journée, des dizaines de « journalistes » ajouteront leurs voix à celles des rares professionnels qui ont réussi à donner à notre pays un semblant de presse (L'Eveil Hebdo, Le Calame, Nouakchott Info, L'Authentique), pour ne citer que les plus réguliers, pour sacrifier à l'habitude : celle de perpétuer les éléments de base d'une démocratie qui se cherche.*

Et d'ailleurs à qui la faute si la presse mauritanienne ne se départit pas de la « m... » qui fait qu'on assimile de plus en plus les journalistes – et là je ne fais pas de distinction – aux griots des temps modernes ? On met souvent en cause le ministère de l'Intérieur, coupable selon les pros, d'avoir distribué des centaines de récépissés à des individus qui viennent, qui voient et qui décident d'user et d'abuser d'un titre usurpé. On ne se rend pas compte qu'une telle critique, fondée ou non, resurgit tout de même sur les pratiques d'une profession dont les contours sont mal définis, malgré la mise en place, en 2001, d'un Comité pour le Respect de l'Éthique et de la Déontologie (CRED) miné de l'intérieur par des dissensions entre organisations professionnelles de presse et une mauvaise perception de son rôle de régulateur. On met en avant le manque de moyens, dû à l'absence d'une vision claire du travail de la presse et de ses relations d'intérêt avec les entreprises du secteur public et privé. Personne n'ignore aujourd'hui que les publicités, les abonnements et autres annonces ne répondent à aucun critère clairement défini par l'État ou par les lois de l'offre et de la demande. Il faut être du système et savoir convaincre pour ne pas sombrer.

### L'alignement de la presse

D'aucuns racontent aujourd'hui que derrière tout journal qui réussit à paraître, au propre et au figuré, il y a un bailleur, ministre ou homme d'affaires, une tribu ou une région. Si l'assertion est exagérée, elle n'est pas loin de la vérité. Il suffit de voir comment l'actualité est traitée pour se rendre compte de l'alignement de notre presse sur les conflits d'intérêts les plus voyants (pouvoir-opposition, hommes d'affaires, tendances politiques, régions).

Une loi non écrite veut qu'avant de lancer un « jour nul », il faut d'abord savoir sur qui

miser. Peut-être peut-on exclure de ce champ les premières publications qu'on assimilait plus à des aventures qu'à des entreprises qui peuvent rapporter, à moyen terme, des subsides conséquents à leurs créateurs de génie. Les journaux qui ont sombré l'ont peut-être été parce que justement leurs bailleurs d'un temps ne sont plus aux affaires. Une décennie d'intense activité politique (trois élections présidentielles et une vingtaine d'élections municipales et législatives) engendre forcément des dégâts. Des ministres, des directeurs, des personnalités influentes du Parti-État (le PRDS) passent et avec eux, peut-être, des journaux. Cette réflexion ne vient pas du néant. Combien de fois, me suis-je entendu dire : « qu'attends-tu pour créer ton « jour nul », puisque - seulement - tel ou tel cousin, au sens tribal du terme, est arrivé (ou revenu) aux affaires ? Sans ces « souteneurs », aucune entreprise de presse ne peut survivre dans le climat délétère actuel, où personne ne consacre une ouguiya trouée à la lecture de nos « bijoux », participant ainsi à la campagne tant médiatisée du Livre. Les responsables, toujours prompts à soutenir, par le verbe, les idées du président de la République, n'ont-ils pas pensé que le meilleur moyen d'aider à la promotion de la lecture est de porter ces écrits authentiques, la presse ne parlant pour le moment que de l'actualité nationale, aux fins fonds de la Mauritanie, en aidant les journaux à accroître leurs tirages, à creuser leurs sujets et à se professionnaliser ? Craignent-ils qu'une presse crédible et crédibilisée ne vienne perturber leur douce et paisible sinécure ?

On a l'habitude de dire que « quand le bâtiment va tout va ». Puisse-t-il en être de même de la presse.

\_\_\_\_\_ Sneiba Mohamed \_\_\_\_\_